



MAIRIE AX-LES-THERMES  
ARRIVÉ LE 14/2522  
20 JUIN 2014

REÇU LE :  
18 JUIN 2014  
PREFECTURE FOIX

DEPARTEMENT DE L'ARIEGE

# VILLES D'AX LES THERMES

## 09110

---

### VILLE D'AX LES THERMES

#### ARIEGE

#### ARRETE PERMANENT N° 05/2014

Le maire d'Ax les Thermes (Ariège)

VU la loi du 17 novembre 1887 relative à la liberté des funérailles,

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire,

VU la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,

VU le code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-7 et suivants et les articles R 2213-2 et suivants,

VU le Code Civil, notamment les articles 78 et suivants,

VU le Code Pénal,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre les mesures générales de police destinées à assurer la sécurité publique, la salubrité publique et la décence dans l'enceinte du cimetière de la commune,

### **ARRÊTE**

Le présent règlement porte réglementation de la police des sépultures et du cimetière.

#### **TITRES I – DISPOSITIONS GENERALES**

##### **Article 1<sup>er</sup> ; Désignation du cimetière**

Le cimetière communal est affecté aux inhumations dans l'étendue du territoire de la ville d'Ax les Thermes.

##### **Article 2. Droits des personnes à la sépulture**

La sépulture du cimetière communal est due :

- 1) aux personnes décédées sur le territoire de la Commune quel que soit leur domicile ;
- 2) aux personnes domiciliées dans la Commune, quel que soit le lieu où elles sont décédées ;
- 3) Aux personnes non domiciliées dans la Commune mais possédant une sépulture de famille ou y ayant droit et ce quelque soit le lieu de leur décès ;
- 4) Aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la Commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Toute liberté est laissée aux habitants de la Commune dans la mesure toutefois où le permettent les emplacements disponibles, d'acquérir une concession de terrain pour leur sépulture ou celle de leurs parents.

### **Article 3. Affectation des terrains**

Toute personne qui, sans autorisation, ferait procéder à une inhumation serait passible des peines prévues à cet effet

Les inhumations sont faites :

- soit en terrains communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession ;
- soit dans des sépultures particulières concédées.

Si le mode de sépulture choisi est la crémation, les cendres recueillies dans une urne peuvent être déposées conformément aux dispositions relatives à l'espace cinéraire, au jardin du souvenir ou dans les terrains concédés.

### **Article 4. Choix des emplacements**

Dans le cas d'acquisition de concession, soit en terrain vierge, soit sur des emplacements libérés par suite de non renouvellement, le choix de l'emplacement de la concession, de son orientation, de son alignement, n'est pas un droit du concessionnaire.

## **TITRE III – AMENAGEMENT GENERAL DU CIMETIERE**

### **Article 5. Désignation des emplacements**

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le service Etat Civil de la Mairie. Cette décision doit être fondée sur des motifs d'intérêt général tel que le bon aménagement du cimetière.

### **Article 6. Section**

Le cimetière est divisé en sections. Au fur et à mesure des besoins, de nouvelles sections seront affectées aux sépultures en terrain commun et d'autre seront réservées aux sépultures en terrain concédé.

Chaque parcelle recevra un numéro d'identification.

### **Article 7. Tenue des registres**

Des registres et des fichiers sont tenus par le service Accueil, mentionnant, pour chaque sépulture, les nom, prénoms du défunt, date de décès, le numéro de la concession, la section, la durée, et tous les renseignements concernant la concession et l'inhumation.

## **TITRE III – MESURES D'ORDRE INTERIEUR ET DE SURVEILLANCE DU CIMETIERE.**

### **Article 8. Horaires d'ouverture des cimetières**

Le cimetière reste ouvert au public en permanence, sauf pour les véhicules pour lesquels l'accès sera soumis à demande auprès de la Mairie. L'accès par le portail central du cimetière sera ouvert à la circulation des véhicules à titre exceptionnel les 31 Octobre et 1<sup>er</sup> Novembre de chaque année pour permettre le transport des fleurs.

## **Article 9. Accès aux cimetières**

Les personnes qui entreront dans les cimetières devront s'y comporter avec la décence et le respect que commandent les lieux.

L'entrée du cimetière est interdite aux personnes en état d'ébriété, aux mendiants, aux enfants de moins de 12 ans non accompagnés, aux visiteurs accompagnés ou suivis par un chien ou tout autre animal, même tenu en laisse, enfin à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourent à l'égard de leurs enfants, pupilles élèves et ouvriers la responsabilité prévue à l'article 1384 du Code Civil.

Sont interdits à l'intérieur du cimetière :

- Les chants et diffusion de psaumes et de musique ne sont autorisés que s'ils sont adaptés à une inhumation
- Les conversations bruyantes, les disputes
- L'apposition d'affiches, tableaux ou autre signe d'annonce sur les murs ainsi qu'à l'intérieur du cimetière
- Le fait d'escalader les murs de clôture, les grilles de sépulture, de monter sur les monuments et les pierres tombales, de couper et d'arracher des plants sur les tombes d'autrui, d'endommager de quelque manière les sépultures
- Le dépôt d'ordures à des endroits autres que ceux réservés à cet usage
- Le fait de jouer, boire, manger ou fumer
- La prise de photographies ou le tournage de films sans autorisation de l'administration
- Le démarchage et la publicité à l'intérieur et aux portes du cimetière
- Les sonneries de téléphone portable lors des inhumations.

Les personnes admises dans le cimetière ainsi que le personnel y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec tout le respect dû à la mémoire des morts ou qui enfreindraient quelque une des dispositions du règlement seront expulsées sans préjudice des poursuites de droit.

Le stationnement aux abords du cimetière, près des portes d'entrée est également formellement interdit à tous mendiant et solliciteurs quels qu'ils soient.

## **Article 10. Dégradation**

Toute dégradation causée par un tiers ou un constructeur aux allées et monuments funéraires sera constatée par les services municipaux. Le contrevenant sera tenu de réparer les dégâts sous peine de poursuite.

La Commune d'Ax les Thermes décline toute responsabilité quant aux dégradations ou vols de toute nature causée par des tiers aux ouvrages et signes funéraires des concessionnaires.

## **Article 11. Décoration et ornement des tombes**

Sur les concessions peuvent être installés une pierre sépulcrale, les vases et divers ornements mobiles. L'emplacement peut également être planté de fleurs. Les plantations d'arbres sont interdites. Les arbustes seront plantés dans des conteneurs non perforés au fond afin d'éviter toute pénétration des racines au sol, tenus taillés et élagués pour ne pas empiéter sur les autres concessions ou sur le passage.

Les objets funéraires (fleurs, plantes ou objets de marbrerie funéraire) servant à la décoration des tombes restent la propriété des familles qui les ont déposés. Ils ne doivent pas empiéter sur le domaine public. Leur déplacement ne peut se faire qu'avec l'accord des familles et de l'administration. Aussi, l'autorisation du Maire sera requise pour l'enlèvement des signes funéraires existants sur les sépultures en reprise.

Les terrains seront entretenus par les familles ou les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité.

Cependant l'administration municipale se réserve le droit d'intervenir dans le cas où les objets seraient mail entretenus ou devenus gênants pour l'hygiène, la sécurité ou la décence du cimetière. Ces travaux seront réalisés aux frais de la famille.

#### **Article 12. Déplacements des signes funéraires**

Les arbustes, croix, grilles, monuments et signes funéraires de toutes sortes, ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière sans une autorisation expresse des familles et du service Etat Civil. Aussi, l'autorisation de l'administration sera nécessaire pour l'enlèvement des signes funéraires existant sur les sépultures en reprise.

Quiconque soupçonné d'emporter un ou plusieurs objets provenant d'une sépulture sans autorisation sera immédiatement traduit devant l'autorité compétente.

#### **Article 13. Autorisation d'accès pour les véhicules professionnels et particuliers**

La circulation de tous véhicules (automobiles, remorques, motocyclettes, bicyclettes) est interdite dans le cimetière à l'exception :

- des fourgons funéraires ;
- des voitures de service et des véhicules employés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport des matériaux ;
- des véhicules municipaux ou privés travaillant pour la ville ;
- des véhicules des personnes à mobilité réduite.

Ces véhicules devront circuler à l'allure de l'homme au pas, ils ne pourront stationner dans les chemins qu'en cas de nécessité et ne stationneront que le temps strictement nécessaire. Les véhicules et chariots admis à pénétrer dans les cimetières se rangeront et s'arrêteront pour laisser passer les convois. En cas d'opposition de la part des contrevenants, avis sera donné à la Police Municipale qui prendra à leur égard les mesures qui conviendront.

Une autorisation de circulation sera délivrée par la Mairie hors véhicules des employés communaux qui détiennent une autorisation permanente d'accès pour raisons de service.

#### **Article 14. Entretien des sépultures**

Les terrains seront entretenus par les familles ou les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité. Faute par eux de satisfaire à ces obligations, la Commune y pourvoira d'office et à leur frais. Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines, une mise en demeure de faire exécuter les travaux indispensables sera transmise aux familles, au concessionnaire ou à ses ayants droit. En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office à la demande de l'administration et aux frais de la famille, du concessionnaire ou de ses ayants droit.

### **TITRE IV – DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS**

#### **Article 15. Conditions**

Aucune inhumation dans le cimetière de la Commune, ni dépôt d'urne ou dispersion de cendres ne pourra être effectuée sans :

- que ne soit produits à la Mairie d'Ax les Thermes, Service Etat Civil, une autorisation de fermeture de cercueil et un acte de décès délivrés par l'Officier de l'Etat Civil mentionnant d'une manière précise l'identité de la personne décédée, le domicile, le jour et l'heure de son décès.
- que ne soit produite une autorisation du Maire mentionnant le jour et l'heure auxquels devra avoir lieu l'inhumation
- que ne soit déposée une demande préalable d'ouverture de fosse ou de caveau formulée par le concessionnaire, ses ayants droit ou leur mandataire, validée par la Mairie d'Ax les Thermes.

### **Article 16. Délais**

Aucune inhumation, sauf cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectué avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès.

L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin, la mention « inhumation d'urgence » sera portée sur le permis d'inhumer par l'officier de l'Etat Civil.

### **Article 17. Dimensions**

Petites concessions : 1,50 m largeur x 3,00 m longueur

Grandes concessions : 2,00 m largeur x 3,00 m longueur

Les fosses destinées à recevoir les cercueils auront une largeur minima de 0,80m, une longueur de minima de 2,00m). Leur profondeur sera de 1,50 m au dessous du sol et en cas de pente du terrain, du point situé le plus bas. Cette profondeur peut être réduite de 1m pour le dépôt des urnes contenant des cendres. Pour une inhumation à double profondeur, la fosse sera creusée à 2,00 m afin qu'un mètre de terre bien foulée recouvre le dernier cercueil.

### **Article 18. Intervalle entre les fosses**

Les fosses devront être distantes les unes des autres de 30 cm au moins sur les côtés et de 50cm à la tête et aux pieds.

Les concessions seront attenantes.

### **Article 19. Cercueil hermétique**

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible est interdite en terrain commun, exception faite des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration d'apprécier.

Lorsqu'il s'agira d'une personne décédée hors de la Commune et dont le transport aura nécessité un cercueil en métal, le Maire pourra autoriser l'inhumation en pleine terre, sous réserve que la fosse soit creusée à une profondeur suffisante pour qu'au moment de la réaffectation de la fosse, le cercueil de métal ne soit pas mis à découvert.

### **Article 20. Concession particulière**

En cas d'une inhumation à effectuer en concession particulière, le représentant de la famille devra en aviser le service d'Etat Civil. Il devra s'engager en outre à garantir la ville contre toute réclamation qui pourrait survenir à l'occasion de l'inhumation à opérer.

### **Article 21. Caveau**

Lorsque l'inhumation doit avoir lieu dans un caveau, l'ouverture de celui-ci sera effectuée 24 heures au moins avant l'inhumation pour ventilation, préparation et travaux éventuels.

Les entrepreneurs devront procéder à la fermeture de caveaux (comme au comblement des fosses) aussitôt la descente de corps effectuée.

L'inhumation dans la case sanitaire des caveaux est rigoureusement interdite, seuls les restes mortels mis dans des boîtes à ossements et les urnes cinéraires sont autorisés à y être déposés.

## **TITRES V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SEPULTURES EN TERRAIN COMMUN**

### **Article 22. Inhumation**

Dans la partie du cimetière affectée aux sépultures en terrain commun, chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée. Les tombes en terrain commun pourront être engazonnées ou recevoir une pierre sépulcrale sur autorisation du Maire.

Il est interdit de déposer dans les fosses en terrain commun des cercueils d'une autre matière que le bois.

Toute personne inhumée en terrain commun est redevable des frais occasionnés par l'inhumation à moins que son état d'indigent n'ait été dûment constaté.

La Commune prend à sa charge les frais d'inhumation des indigents ayant leur domicile dans la Commune ou décédés sur le territoire communal.

Aucun travail de maçonnerie souterrain ne peut être effectué dans les sépultures en terrain commun sur lesquelles pourront être placés seulement des signes indicatifs dont l'enlèvement sera facilement praticable (la Commune se charge de la pose d'une plaque d'identification de la sépulture pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes)

### **Article 23. Reprise**

A l'expiration du délai prévu par la loi, le Commune pourra ordonner la reprise des parcelles du terrain commun.

Notification sera faite au préalable par les soins du service Etat Civil auprès des familles des personnes inhumées. La décision de reprise sera publiée conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et portée à la connaissance du public par voie d'affichage (en Mairie et à la porte du cimetière)

### **Article 24. Retrait des signes funéraires**

Les familles devront faire enlever, dans un délai de trois mois à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires et monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures. A l'expiration de ce délai, l'administration municipale procédera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires qui n'auraient pas été enlevés par les familles.

Les monuments seront transférés dans un dépôt et la Commune prendra immédiatement possession du terrain. Les signes funéraires, monuments et plus généralement tous les objets et matériaux non réclamés un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise deviendront irrévocablement propriété de la Commune qui décidera de leur utilisation.

### **Article 25. Exhumation**

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps, soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par parcelles ou rangées d'inhumations.

Le Maire pourra ordonner soit le dépôt des restes mortels exhumés à l'ossuaire spécialement réservé à cet usage, soit leur incinération et la dispersion des cendres dans le Jardin du Souvenir. Dans tous les cas, les restes mortels qui seraient trouvés dans la ou les tombes seront réunis avec soin dans un reliquaire. Les débris de cercueil seront incinérés.

## **TITRE VI – CONDITIONS GENERALES RELATIVES AUX EXHUMATIONS**

### **Articles 26. Demandes d'exhumation**

Aucune exhumation, ou ré-inhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du Maire. Les exhumations demandées par les familles ne seront autorisées par le Maire que sur production d'une demande formulée par le plus proche parent du défunt ou par la personne ayant qualité pour demander cette exhumation. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux. Les demandes d'exhumation seront accompagnées des autorisations régulières délivrées par les concessionnaires ou leurs ayants droit. Lorsque l'exhumation s'accompagne de la renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où la monument aura été au préalable déposé.

L'exhumation des corps pourra être demandée en vue d'un transfert dans un autre cimetière ou en vue d'une ré-inhumation dans la même concession après exécution de travaux, soit dans une autre concession située dans le même cimetière.

L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre du cimetière, de la décence ou de la salubrité publique. En règle générale, un refus à exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique. Ainsi l'exhumation du corps des personnes décédées à la suite d'une maladie contagieuse ne pourra être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date du décès.

### **Article 27. Exécution des opérations d'exhumation**

Les exhumations ne peuvent être entreprises que sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les exhumations seront suspendues en cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations.

### **Article 28. Personnes assistant à l'exhumation**

L'exhumation aura lieu en présence des seules personnes ayant la qualité pour y assister (membre de la famille ou mandataire) et d'un agent de Police Municipale.

### **Article 29. Mesures d'hygiène**

Les personnes chargées de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition (*vêtements, produits de désinfection, etc.*) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiène. Les cercueils, avant d'être manipulés et extraits des fosses, seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation. Les bois des cercueils seront incinérés.

Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée (*un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession*) et seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet. Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé dans le reliquaire, des scellés seront apposés sur le reliquaire et notification en sera faite sur le procès verbal d'exhumation.

### **Article 30. Transport des corps exhumés**

Le transport des corps exhumés d'un lieu à un autre du cimetière devra être effectué avec les moyens mis à disposition à cet effet. Les cercueils seront recouverts d'un drap mortuaire.

### **Article 31. Ouverture des cercueils**

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès, et seulement après autorisation de la Commune. Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil, ou, s'il peut être réduit, dans un reliquaire.

### **Article 32. Exhumation sur requête des autorités judiciaires**

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui lui seront données.

## **TITRE VII – CAVEAU PROVISOIRE**

### **Article 33. Destination**

Le caveau provisoire peut recevoir temporairement un cercueil destiné à être inhumé dans une sépulture non encore construite ou qui doit être transporté hors de la Commune ou encore celui dont le dépôt serait ordonné par la Commune.

### **Article 34. Autorisation**

Le dépôt d'un corps dans le caveau provisoire ne pourra avoir lieu que sur demande formulée par un membre de la famille ou par toute autre personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles et avec une autorisation délivrée par le Maire.

L'inhumation ou le dépôt en caveau provisoire a lieu :

- si le décès s'est produit en France, vingt-quatre heures au moins et six jours au plus après le décès
- si le décès a eu lieu à l'étranger ou dans un territoire d'Outre Mer, six jours au plus après l'entrée du corps en France

Les dimanches et jours fériés ne sont pas compris dans le calcul de ces délais.

## **TITRE VIII – CONCESSIONS**

### **Article 35. Types de concession**

Il existe dans le cimetière municipal :

- des concessions temporaires trentenaires
- des concessions perpétuelles

A l'achat, et dans tous les cas, une semelle en ciment entourant la concession devra être effectuée afin de délimiter le terrain qui devra en sus être recouvert d'une dalle.

De nouvelles concessions perpétuelles ne peuvent être concédées.



Pour les concessions temporaires, l'acte de concession doit précisément indiquer le nom, le prénom et l'adresse de la personne à laquelle la concession a été accordée, ainsi que la surface, la nature et le nombre de places.

### **Article 36. Tarifs**

Les concessions sont accordées moyennant le versement préalable des droits de concession au tarif en vigueur au jour de la signature. Ces tarifs sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

### **Article 37. Nature juridique et droits attachés aux concessions**

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas le droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Le concessionnaire n'aura aucun droit de vendre ou de rétrocéder à des tiers le terrain concédé.

Tout terrain concédé ne pourra servir qu'à la sépulture du concessionnaire, de ses ascendants, ses descendants, parents, alliés ou ayants droit. Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer définitivement dans sa concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection ou de reconnaissance.

Les familles ont le choix entre :

- une concession individuelle : pour la personne expressément désignée
- une concession familiale : pour le concessionnaire et l'ensemble de ses ayants droit.
- une concession collective : pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec des liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession des ayants droit direct.

Sauf stipulations contraires formulées par le concessionnaire, les concessions seront accordées sous la forme de concessions dites « de famille ». Le cas échéant, le caractère individuel ou collectif devra être expressément mentionné.

Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement et sous réserve de l'acceptation par le Maire d'une demande d'autorisation de travaux spécifiques. Le bornage de la concession sera réalisé par la Police Municipale. En particulier lorsque la concession est assortie d'un droit de construction de caveaux, le concessionnaire, lors de la signature du contrat, s'engagera à terminer la construction dudit caveau dans un délai de un an et y faire transférer dans les trois mois suivant l'expiration de ce délai le ou les corps qui auraient été inhumés provisoirement au dépositaire.

### **Article 38. Transmission des concessions**

Les concessions de terrain devant échapper à toute opération spéculative ne sont susceptibles d'être transmises qu'à titre gratuit, par voie de succession, de partage ou de donation. A défaut d'une telle disposition, la concession revient aux héritiers naturels qui en jouiront sans pouvoir en provoquer la division ou le partage.

Chaque cohéritier a le droit de faire inhumer dans la concession tous les siens, mais une personne étrangère à la famille ne peut y être inhumée qu'avec le consentement de tous les héritiers. Le conjoint a, par sa seule qualité, droit de se faire inhumer dans le tombeau de famille dont le cujus<sup>1</sup> était concessionnaire. Il ne peut être privé de ce droit que par la volonté formellement exprimée par le concessionnaire.

<sup>1</sup> Défunt dont la succession est en cause

Si le concessionnaire est décédé sans laisser d'héritier et s'il n'a pas légué sa concession à une personne désignée dans son testament, aucune inhumation ne sera autorisée dans sa concession.

Un des héritiers pourra être considéré comme seul bénéficiaire d'une concession si tous les ayants droit se désistent en sa faveur par un acte écrit. Dans ce cas, le bénéficiaire devra produire un document officiel établissant la généalogie du concessionnaire décédé pour justifier et appuyer le désistement de ses cohéritiers.

### **Article 39. Renouvellement des concessions**

Les concessions sont renouvelables à expiration de chaque période de validité. Le concessionnaire, ou ses ayants droit dans la mesure où ils sont connus, sera informé par la Commune de l'expiration de sa concession.

Les demandes de renouvellement sont reçues pendant la dernière année de la période en cours. Le concessionnaire ou ses héritiers pourra encore user de son droit de renouvellement, à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans. Si la concession n'est pas renouvelée, le terrain fera retour à la Commune soit entre deux ans après l'expiration de la concession, soit après l'expiration du délai de rotation afférent à la dernière inhumation.

Le renouvellement est entraîné obligatoirement par une inhumation dans la concession dans les cinq dernières années de sa durée et prendra effet à la date d'expiration de la période précédente.

La ville se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire pour de motifs de sécurité, de circulation et en général pour tout motif visant à l'amélioration du cimetière. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la Commune.

### **Article 40. Rétrocession**

Le concessionnaire pourra, après avis du Conseil Municipal, être admis à rétrocéder à la ville, à titre gracieux, un terrain concédé non occupé.

### **Article 41. Reprise des concessions perpétuelles**

Les sépultures perpétuelles en état d'abandon, concédées depuis 30 ans au moins et dans lesquelles aucune inhumation n'a été faite depuis 10 ans, pourront être reprises dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

## **TITRE IX – CAVEAUX ET MONUMENTS**

### **Article 42. Construction**

Toute personne qui possède une concession dans le cimetière peut y construire un caveau et y faire élever un monument.

Les dimensions des caveaux et monuments devront être précisées sur la demande écrite de travaux. Le terrain d'assiette des caveaux se limitera toujours à celui de la concession. Les stèles devront s'inscrire dans un volume maximal de base de 0.60m X 0.30m X 1m. La pose de ces pierres tombales doit être exécutée d'une façon parfaite, afin d'éviter toute chute ultérieure. Il sera remédié, par les familles, à tout affaissement éventuel des dites pierres sur premier avertissement du service compétent de la Mairie.

Lorsqu'il y aura une construction de caveau avec cases, chaque corps sera séparé par une dalle de pierre d'au moins six centimètres d'épaisseur et la dalle du fond de la case supérieure devra être placée à 1m150 au moins en contrebas du niveau du sol.

A mesure que les cases seront occupées, elles seront murées par une dalle en pierre ou en ciment, placée le jour même de l'inhumation et scellée à la base de ciment.

L'ouverture des caveaux sera close par une dalle en pierre ou granit d'au moins quinze centimètres d'épaisseur, parfaitement cimentée, ou par toute autre clôture équivalente, placée dans les limites de la concession.

#### **Article 43. Signes et objets funéraires**

Sous réserve de se conformer aux dispositions du présent règlement, les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation. En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

#### **Article 44. Inscriptions**

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms du défunt, ses titres, qualités, années de naissance et de décès. Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'accord de la Commune. Une gravure en langue étrangère sera soumise traduite à autorisation du Maire.

#### **Article 45. Matériaux autorisés**

Les monuments, pierres tombales, stèles seront obligatoirement réalisés en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en métaux inaltérables et éventuellement en béton moulé.

#### **Article 46. Constructions gênantes**

Toute construction additionnelle (jardinière, bac, etc.) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition de la Commune, laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail.

#### **Article 47. Dalles de propreté**

Les dalles de propreté empiétant sur le domaine communal sont interdites. Si malgré cela il en était trouvé, elles seraient déplacées (*mais en aucun cas remises en place*) par les services municipaux. La responsabilité de la Commune ne saurait être engagée en cas de dégradation.

### **TITRE X – OBLIGATIONS APPLICABLES AUX ENTREPRENEURS**

#### **Article 48. Conditions d'exécution des travaux**

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits les samedis, dimanches et jours fériés. Les entrepreneurs doivent suspendre leurs travaux au moment d'une inhumation dans une sépulture avoisinante et éloigner leurs véhicules professionnels.

#### **Article 49. Autorisation de travaux**

Tous travaux de démolition, de modification ou d'installation de caveaux ou monuments sont soumis à une autorisation de travaux. Les entrepreneurs de monuments funéraires devront impérativement aviser la Commune du jour et de l'heure prévue pour le début des travaux.

Les autorisations de travaux délivrées pour la pose de monuments (pierre tombales et autres signes funéraires) sont données à titre purement administratif et sous réserve du droit des tiers. La Commune n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution des travaux.

#### **Article 50. Protection des travaux**

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées.

#### **Article 51. Protection des sépultures**

Aucun dépôt momentané de terres, matériaux, revêtement et autres objets ne pourra être effectué dans les allées, entre les tombes et sur les sépultures voisines et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux et éviter tous éboulements et dommages quelconques.

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et sans l'agrément de la Commune.

#### **Article 52. Approvisionnement en matériaux**

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins. Les gravois, pierres, débris devront être enlevés au fur et à mesure du cimetière de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant les travaux.

#### **Article 53. Comblement des fouilles**

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre bien foulée et damée. En aucun cas, les matériaux tels que pierres, débris de maçonnerie, bois etc. trouvés lors du creusement des fosses ne pourront servir au comblement des fouilles. Ils devront être évacués sans délais par les soins des entrepreneurs. Il en sera de même pour les surplus de terre qui ne devront contenir aucun ossement.

#### **Article 54. Opérations liées aux travaux**

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits dans l'intérieur du cimetière.

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tombales ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres.

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs et clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tous autres instruments et généralement de leur causer une quelconque détérioration.

#### **Article 55. Délais pour les travaux**

Les dates de début et de fin d'intervention doivent être portées sur les demandes d'autorisation de travaux et doivent être respectées. A défaut, à dater du jour du début des travaux, les entrepreneurs disposent d'un délai de six jours pour achever la pose des monuments funéraires.

#### **Article 56. Nettoyage**

Après l'achèvement des travaux, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et repérer, le cas échéant, les dégradations commises par eux. En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration municipale aux frais des entrepreneurs sommés.

### **Article 57. Dépose de monuments ou pierres tumulaires**

A l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou pierres tumulaires seront déposés en un lieu désigné par le service des cimetières. Sauf pour les travaux n'excédant pas deux jours, le dépôt de monuments est interdit dans les allées.

### **Article 58. Interdiction de travaux**

Le Maire pourra refuser, temporairement ou définitivement, la réalisation de travaux par les entreprises qui ne respecteraient pas les normes prescrites dans le présent règlement ou qui feraient l'objet de plaintes répétées et justifiées.

## **TITRE XI – ESPACE CINERAIRE**

### **Article 59. Jardin du souvenir**

Un jardin du souvenir est mis à disposition des familles pour leur permettre d'y répandre les cendres. Les cendres pourront être dispersées après accord préalable du service Etat Civil. La dispersion des cendres pourra être effectuée soit par les familles elles-mêmes, soit par des personnes habilitées.

Le jardin du souvenir est entretenu par les services municipaux. Seules les fleurs coupées naturelles peuvent y être déposées. Elles seront enlevées périodiquement.

Chaque dispersion sera notifiée sur un registre au même titre que les inhumations.

### **Article 60. Caveaux cinéraires**

La commune dispose d'un colombarium.

Les emplacements du colombarium ne peuvent être attribués à l'avance. Ils sont concédés aux familles, sur demande écrite, au moment du dépôt de la demande de crémation ou à tout autre moment postérieur à celle-ci. Les concessions peuvent s'obtenir pour une durée de 30 ans renouvelable. Lors de l'échéance de la concession, et à défaut du paiement de la redevance, le caveau concédé pourra être repris par la Commune mais cette reprise ne pourra intervenir que deux années révolues après l'expiration de la période pour laquelle le caveau a été concédé. Durant ces deux années, le concessionnaire ou ses ayants droit pourront user de la faculté de renouvellement.

Lors des reprises, les cendres qui y sont contenues seront répandues dans le jardin du souvenir. Les urnes ne pourront être déplacées des cases sans une autorisation spéciale de la Commune. Cf Arrêté municipal permanent réglementant le colombarium.

Le dépôt d'une urne ne peut être autorisé par le Maire que sur demande préalable de la famille.

## **TITRE XII – REGLES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE REUNION DE CORPS**

### **Article 61. Demande d'autorisation**

La réunion des corps dans les caveaux ne pourra être faite qu'après autorisation du Maire, sur la demande de la famille, et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession les nom des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

## Article 62. Délai

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, la réduction des corps ne sera autorisée que 15 années après la dernière inhumation à la condition que ces corps puissent être réduits. La réduction des corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

## TITRE XIII – DEPOSITOIRE MUNICIPAL OSSUAIRE SPECIAL

### **Article 63. Disposition des restes mortels**

Les restes mortels qui seraient trouvés dans les tombes ayant fait l'objet d'une reprise ou dont les concessions n'ont pas été renouvelées, seront réunis avec soins pour être ré-inhumés dans un ossuaire spécialement réservé à cet usage. L'identité des personnes exhumées et dont les restes mortels sont déposés à l'ossuaire, doit être mentionnée sur le registre prévu à cet effet.

## TITRE XIV – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU REGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIERES

### **Article 64. Application**

Le présent règlement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> Juin 2014

Madame la Secrétaire Générale de la Mairie, le Service Etat Civil, le Service Technique Municipal et la Police Municipale seront chargés de l'exécution du présent règlement qui sera affiché à la porte du cimetière et tenu à la disposition des administrés à la Mairie.

Fait à Ax les Thermes le 12 Juin 2014

**Le Maire,  
Dominique FOURCADE**



**REÇU LE :  
18 JUIN 2014  
PREFECTURE FOIX**